

Inégalités

Rapport OXFAM

Dans son dernier rapport sur les inégalités mondiales, OXFAM montre qu'il existe un fossé abyssal entre une minorité d'ultra-riches et le reste de l'humanité. Les chiffres donnent le vertige. 2 153 milliardaires possèdent plus de richesses que 4,6 milliards de personnes, soit 60 % de la population mondiale. La France n'est pas épargnée et le rapport souligne le fait que le modèle social français ne permet plus de lutter contre les inégalités et la pauvreté, à cause de choix politiques qui réduisent la participation des plus riches à l'effort de solidarité par l'impôt et fragilisent le financement des services publics. La réforme fiscale de 2017 a aggravé la situation en privilégiant clairement les intérêts des très riches au détriment des plus précaires. Depuis 2018, les inégalités et la pauvreté sont reparties à la hausse. Dans notre pays, 7 milliardaires possèdent plus que 30 % des personnes les plus pauvres. La France compte 41 milliardaires en 2019, quatre fois plus qu'après la crise financière de 2008 ! Plus de la moitié d'entre eux ont hérité de leur fortune, et seulement cinq sont des femmes. Les milliardaires français sont d'ailleurs ceux qui ont vu leur richesse le plus augmenter l'année dernière devant les Américains ou les Chinois. Et pendant le même temps, le nombre de pauvres a augmenté de 400 000 personnes...

Enquête

Climat scolaire

Dans la première enquête sur le climat scolaire dans les collèges et lycées publié par le ministère, si plus de 85 % des personnels se sentent bien ou très bien dans leur établissement, seulement 38,5 % de ceux exerçant dans le public se sentent capables d'exercer leur métier jusqu'à la retraite...

Incurie

Fraude fiscale

La Cour des comptes avait dénoncé dans un rapport l'incurie de l'État dans sa lutte contre la fraude fiscale. Elle pointait en particulier l'absence de chiffrage du manque à gagner, la diminution des recouvrements et la baisse des condamnations. L'État serait-il moins diligent à poursuivre ces fraudeurs que d'autres ? Le gouvernement répond par une mission, confiée à l'INSEE, sur le chiffrage. La date de publication des premiers résultats n'est pas fixée...

LA FRANCE D'EN BAS ?

Idées reçues sur les classes populaires

Les classes populaires, composées principalement d'ouvriers et d'employés, sont loin d'avoir disparu : elles représentent encore près de la moitié de la population active française.

**B**ien que très diverses et traversées par de nombreux clivages (de genre, d'âge, d'origine...), les catégories populaires constituent une classe sociale à part entière, qui subit des difficultés économiques et sociales qui lui sont propres. Méprisées par les classes dominantes, leurs modes de vie font l'objet de nombreux jugements stéréotypés. Dans *La France d'en bas ?*\*, vingt idées reçues sur les classes populaires sont questionnées par des sociologues, à travers une série d'articles qui dressent un portrait approfondi et documenté de ce qu'elles sont aujourd'hui en France, en abordant des thèmes aussi variés que leurs rapports à l'espace (« *Sont-elles reléguées à la périphérie des centres-villes ?* »), à la consommation (« *Dilapident-elles leurs ressources ?* »), à l'emploi (« *Leurs conditions de travail s'améliorent-elles ?* » ou « *Est-ce vrai que les jeunes ne veulent plus travailler ?* »), au syndicalisme, au mouvement des Gilets jaunes, à la politique, à l'école, aux loisirs, aux rapports de genre, etc.



Des parents démissionnaires ?

Dans un article consacré à l'école, Tristan Poullaouec réfute l'idée selon laquelle les moins bons résultats scolaires des enfants des classes populaires seraient « *la faute de la démission des parents* ». Certes, les parents d'élèves sont moins présents dans les réunions parents-profs et les associations de parents mais les travaux sociolo-

giques récents montrent que les familles populaires souhaitent de plus en plus que leurs enfants poursuivent des études. La raison en est simple : ils savent très bien, pour les subir eux-mêmes, quelles difficultés entraînent le manque de diplômes. En réalité, le temps qu'ils consacrent à l'aide aux devoirs est très proche de celui des classes moyennes (une heure par jour et par enfant). C'est donc leur distance à la culture écrite qui rend moins efficaces leurs efforts pour participer à la réussite scolaire des enfants et non pas un désintérêt pour leur scolarité.

Passés au RN ?

Dans un autre article, consacré celui-ci au vote, Olivier Mascllet tient à nuancer l'idée du passage à l'extrême droite des classes populaires. D'une part, il y a toujours eu des ouvriers qui ont voté à droite et l'érosion du vote à gauche avait commencé avant la montée du FN. D'autre part, le vote à

gauche reste élevé parmi les ouvriers et les employés : au premier tour de la présidentielle de 2017, un tiers des ouvriers qui ont voté l'ont fait pour un parti de gauche. Enfin, si l'on prend en compte l'abstention et la non-inscription sur les listes électorales, c'est moins d'un ouvrier sur sept qui a voté pour l'extrême droite. Le vote FN/RN apparaît certes comme une modalité du vote populaire. On peut l'analyser alors comme une défiance envers le personnel politique habituel et comme la possibilité de restaurer un « *souci de respectabilité* » par la mise en avant de la nation et du travail. Cependant, c'est l'abstention qui est la caractéristique principale du vote populaire. Celle-ci n'est d'ailleurs pas pratiquée de manière homogène par toutes les classes populaires et elle est souvent intermittente, comme l'explique Camille Peugny dans un autre article. Au travers de tous ces thèmes, l'ouvrage ne se contente pas de prendre le contre-pied des idées reçues, mais se propose aussi de montrer toute la complexité de ce groupe social que l'on regroupe sous l'appellation de classes populaires. Un livre indispensable tant pour l'action que pour la réflexion contre les inégalités sociales. ■

Tiphaine Colin



Dubosc, *Le Canard enchaîné* du 12 août 1936

\* Ouvrage dirigé par O. Mascllet, Séverine Misset et Tristan Poullaouec, Éditions Le Cavalier Bleu.